

**Figures marquantes de la solidarité – 5^e rencontre : Hauris Lalancette**

Conférence prononcée le 7 février 2023 à l'auditorium de la Grande Bibliothèque

Invité : Robert Laplante, directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC) et de *L'Action nationale*.

Animateur : Éric Bédard, historien

Texte publié le 18 avril 2023

Hauris Lalancette – La noblesse du colon

Le parcours de Hauris Lalancette est à la fois typique et exceptionnel. Typique de ce qu'aura été celui des colons de la dernière vague de colonisation de l'Abitibi; et exceptionnel par la détermination qu'il aura manifestée pour que leurs aspirations puissent se réaliser. Il en aura fait le combat de sa vie, un combat immortalisé par Pierre Perrault dans la suite abitibienne, plus particulièrement dans *Un Royaume vous attend* (1975).



Hauris Lalancette dans le film *C'était un Québécois en Bretagne, Madame!* (1977). Source : ONF.



Né en 1932 à Saint-Hyacinthe et mort en 2019 à Rochebeaucourt après avoir bâti ce qu'il a toujours appelé son Royaume, il arrive à quatre ans avec huit frères et sœurs sur le lot que son père entreprend de défricher. Après avoir été placé en orphelinat à la suite de la mort de sa mère, Hauris revient avec son père qui quitte la ville pour entreprendre de se faire colon, espérant trouver dans le projet de colonisation l'occasion et les moyens de fuir la prolétarisation et la misère auxquelles la crise et la vie en ville le condamnent à coup sûr. Pour lui comme pour les colons qui se lancent à l'assaut de l'Abitibi, la colonisation représente à la fois l'espérance d'une vie meilleure et le refus de se laisser enfermer dans la fatalité.



Le village de Rochebeaucourt en Abitibi. Photo : Donat-C. Noiseux, 1942. Source : BANQ Québec sous licence [CC BY-NC-ND 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/).

Hauris s'initie à la dure vie de défricheur en participant au projet familial auquel toute la fratrie est conscrite. En 1949, il obtient son lot, sa *terre en bois deboutte* qu'il va conquérir à la force de ses bras. Sa vie se construira sur un schéma que la Grande Histoire du



mouvement de colonisation va déployer et qu'il n'aura de cesse de tenter de comprendre aussi bien que de déjouer. Il le fera avec une fougue et une détermination exceptionnelles que le cinéma aura révélées et magnifiées. Revenir sur son parcours c'est non seulement souligner la réussite d'un projet personnel, c'est également comprendre les termes d'un paradoxe cruel.

Le colon Lalancette va réaliser son royaume personnel : il aura tiré de la forêt abitibienne une ferme respectable et prospère, mais sa victoire ne s'accomplit que dans un échec collectif qui en réduit la portée, au point sans doute de l'abolir. Car Hauris Lalancette se débat toute sa vie durant avec une catastrophe consommée : sitôt lancée, la grande vague de colonisation dans laquelle il s'inscrit est condamnée, le projet de conquête est mort-né. Il refusera le verdict et travaillera d'arrache-pied à trouver avec ses compagnons et compagnes d'infortune les moyens de renverser le verdict. Il a cru au projet de colonisation, il est resté convaincu de son bien-fondé et n'a cessé d'y voir et de tenter d'y faire voir des possibles non-réalisés. Des possibles qui auraient donné tout son sens à ce projet de faire de la colonisation un moyen d'affranchissement personnel et collectif, une voie vers la prospérité et la maîtrise de son destin. Sa façon de voir et l'extraordinaire façon avec laquelle il a tenté de faire voir que la conquête du Royaume n'aura pas été qu'un slogan, la figure trompeuse d'une rhétorique rétrograde sont ce qui fascine le plus dans son parcours. Et c'est ce qui a fasciné Pierre Perrault, ce qui fascine, depuis, les gens qui revoient ses films. Hauris Lalancette présente la colonisation sous une lumière que le cours de l'histoire est loin d'avoir mis en évidence.

La colonisation, dans nombre de travaux et dans le sens commun, reste irrémédiablement marquée au fer rouge de l'échec collectif. Un échec que d'aucuns continuent d'associer à la Grande Noirceur, à l'aveuglement des élites et du clergé qui ont refusé la modernité et tenté d'enfermer les Canadiens français dans la survivance et un traditionalisme délétère. Hauris, bien compris et interprété par Pierre Perrault, a fait voir que les choses ne sont pas si simples. Que le sort qu'ont subi les colons n'était pas une fatalité, que l'échec de l'entreprise colonisatrice n'en ruinait pas le sens, que ses finalités valaient plus que les résultats que les circonstances lui ont réservés.



La colonisation : un enjeu-carrefour

Il faut d'abord commencer par une correction touchant le parcours familial lui-même. Le père Lalancette quitte la ville pour l'Abitibi des colonies mais il reste une exception parmi les contingents de colons. En effet, les colons sont en grande majorité des ruraux. Le thème du retour à la terre, en effet, a mis tout le monde sur une fausse route. Le succès de la formule a faussé les perceptions et brouillé la compréhension de ce qui s'est réellement passé dans ce mouvement, beaucoup moins homogène que ce que l'explication simpliste ne l'a laissée entendre.

En effet, la colonisation a occupé les débats politiques et nourri les constructions idéologiques pendant plus d'un siècle. La signification qu'on lui a accordée a varié au cours du temps et plusieurs périodes peuvent être distinguées. La colonisation du curé Labelle n'est pas la même que celle de l'abbé Ivanhoé Caron, missionnaire colonisateur lors de l'ouverture de l'Abitibi en 1912, pas plus qu'elle n'est la même que celle du Plan Vautrin. Quelles que soient les époques, cependant, la notion a toujours comporté, à des degrés variables d'explicitation et d'intensité, une aspiration à l'émancipation, une voie d'accès à la prospérité pour vaincre la dépossession et la misère dans laquelle croupissaient les Canadiens français. Il reste néanmoins que les thématiques conservatrices de la vocation agricole du Canada français et de la crainte de l'industrialisation ont largement dominé, nourrissant la nostalgie et, surtout, le désarroi devant les difficultés à imaginer l'avenir.

Avec la crise de 1929, la notion va connaître une nouvelle redéfinition. La situation économique est désastreuse, la pauvreté frappe avec une violence inouïe et plonge la société canadienne-française dans une anxiété collective terrible. Les partisans du libéralisme et du laisser-faire qui s'était grisés de la montée du capitalisme et de l'industrialisation sont sans voix; les nationalistes sont pris de vertige devant la dépossession qui menace l'existence même de la nation; l'Église et le clergé que le siècle apeurait sont bien tentés d'y voir une punition pour s'être écartés de la mission providentielle et ne trouve, dans un premier temps, rien de mieux à prêcher que le retour à la tradition, à une vie rurale qui n'aurait jamais dû être délaissée. La société canadienne-française est tiraillée mais les nationalistes et les fractions « progressistes » du clergé sont



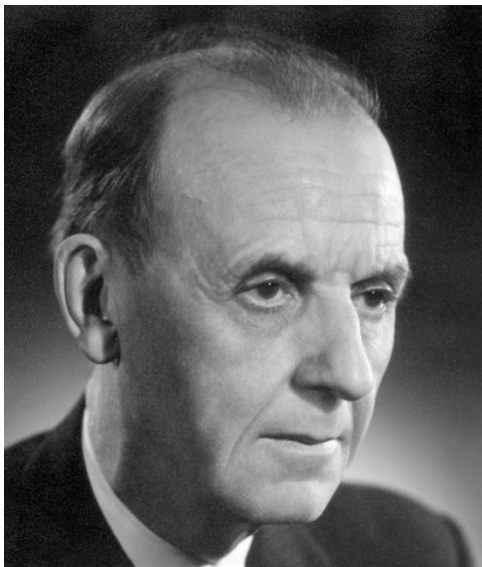
déterminés à sortir de l'impuissance, sans pour autant penser que la solution soit de revenir en arrière.

Les forces vives de la province de Québec n'ont évidemment pas le monopole de l'effarement. Le Canada craint la montée des socialistes dans l'Ouest, s'inquiète de voir converger vers les villes des cohortes de miséreux qui vont devenir des bassins de recrutement et d'éventuels foyers de révolte. Ottawa va prendre l'initiative de lancer un plan de colonisation pour désengorger les villes. C'est lui qui lance le mouvement de « retour à la terre » avec le Plan Gordon du nom du ministre qui le parraine.

C'est une aventure lamentable, brouillonne et qui fera long feu. Le programme est tripartite (Ottawa-provinces-municipalités) et restera dans le Québec, indigent, prisonnier d'une médiocrité abjecte. De 1932 à 1935, en trois saisons, 975 candidats seront recrutés, regroupant près de 5 000 personnes en comptant les dépendants. Ils seront lancés dans les colonies dans des conditions effroyables et condamnés à une misère noire. Les récits des 25 % d'entre eux qui font défection et des autres qui restent prisonniers des colonies indigentes vont marquer à tout jamais l'imaginaire de la colonisation. Le retour à la terre sera dès lors synonyme d'une impasse résultant de l'aveuglement politique, d'une erreur tragique.

L'échec du plan Gordon n'a pas été une surprise pour les nationalistes et pour l'Union des cultivateurs catholiques, une puissance syndicale en voie d'émergence. La colonisation leur apparaissait comme une voie de sortie de crise, certes, mais à leurs yeux elle devait s'inscrire dans une approche globale, pas comme réponse conjoncturelle et ponctuelle. Même si la population est majoritairement urbaine, le sort des milieux ruraux leur apparaît déterminant pour l'équilibre général de la société, pour le fonctionnement de l'économie et surtout, pour l'organisation du peuplement, à l'heure où l'expansion territoriale n'est pas encore complétée.

Depuis le début des années vingt, les nationalistes de l'Action française et du Devoir, soutenus par l'UCC, se faisaient les promoteurs de la colonisation comme réponse globale, à la fois pour redresser les dysfonctionnements du capitalisme et pour planifier l'occupation du territoire. Devant la misère et les questionnements qu'elle imposait, les



L'économiste et sociologue Esdras Minville.
Source : Archives HEC Montréal.

politiciens ne pouvaient, non plus, rester inactifs. Les nationalistes voulaient que le gouvernement provincial apporte une réponse structurante. En alliance avec l'UCC et les évêques, un grand congrès de colonisation est organisé en 1934 pour appeler à la mobilisation. Une large place est faite dans le programme aux propositions mises de l'avant par le *Programme de restauration sociale* promu par les Jésuites de l'École sociale populaire et solidement appuyé par les évêques et les nationalistes. Fernand Dumont a vu dans ce grand effort les principaux éléments de ce qui aurait pu être une première Révolution tranquille.

Dans la perspective du Programme, la colonisation est envisagée comme voie d'émancipation, comme voie de reconquête par les Canadiens français pour sortir de la dépossession. Le grand théoricien derrière ces réflexions : Esdras Minville. Pour lui, la colonisation n'est pas synonyme de retour en arrière mais bien comme occasion de reconstruction par la base d'une économie sous contrôle canadien-français. Il poursuivra pendant plusieurs années la stratégie par reconquête graduelle : d'abord en prenant appui sur l'agriculture (le seul secteur contrôlé), puis, de succès en succès, du local au national, réaliser une économie nationale conforme aux intérêts et aux valeurs de la société canadienne-française. Minville n'est pas un nostalgique de l'ordre ancien, il trouve essentiel de contrôler l'agriculture pour tirer le maximum d'un territoire limité (il estime à 5 % le territoire propice à l'agriculture) mais, également, il y voit la seule possibilité de donner à l'économie et aux ruraux une base d'accumulation pour générer les capitaux requis.

L'intense mobilisation qui avait mené à la rédaction du Programme de restauration sociale et qui avait trouvé dans le congrès de colonisation l'occasion de faire pression sur le gouvernement va connaître un tournant dramatique. Taschereau prend tout le monde de court et annonce sur le plancher même du congrès un ambitieux plan de colonisation qui



Irénée Vautrin, ministre de la Colonisation, de la Chasse et des Pêcheries. Photo : Albert Dumas, 1934. Source : BAnQ, Fonds La Presse, P833,S1,D1804.

consacrera 10 millions à la colonisation! L'effet est immédiat. Le Plan Vautrin, du nom du ministre qui le pilote, sidère littéralement les congressistes. Ils n'y verront que du feu alors que le Plan fait un montage astucieux de mesures et de budgets qui permettront une véritable instrumentalisation du mouvement de mobilisation. Les progressistes ont pendant un temps pensé qu'ils avaient été entendus et que le gouvernement s'engageait sur une voie porteuse.

Le Plan est d'abord conçu pour retenir à la terre les ruraux, non pas pour désengorger les villes. Il combine des mesures pour offrir aux jeunes ruraux des vieilles paroisses des moyens de s'y établir et un ensemble de dispositions pour favoriser

l'établissement dans de nouvelles paroisses des jeunes ruraux qui veulent se faire colons. Les urbains de fraîche date peuvent également postuler, mais ils resteront très, très minoritaires. Les deux objectifs sont habilement formulés et maintenus dans une certaine ambiguïté. La nouveauté : ce sont les sociétés diocésaines de colonisation qui vont superviser et encadrer le recrutement et l'établissement. Certaines de ces sociétés existaient déjà, mais elles restaient sous l'égide de l'Église et dans le registre caritatif et idéologique plus qu'opérationnel.

Le Plan s'engage à soutenir financièrement les sociétés de colonisation en plus de comprendre une série de mesures de soutien aux postulants (primes à l'établissement, aide à la construction, etc.) Elles frappent d'abord l'imagination mais en vérité, elles sont largement insuffisantes. Chaque société se voit attribuer un canton (en Abitibi et au Bas-Saint-Laurent/Gaspésie, essentiellement) où elle dirigera ses postulants. C'est par cet intermédiaire que le père Lalancette arrive à Rochebeaucourt.

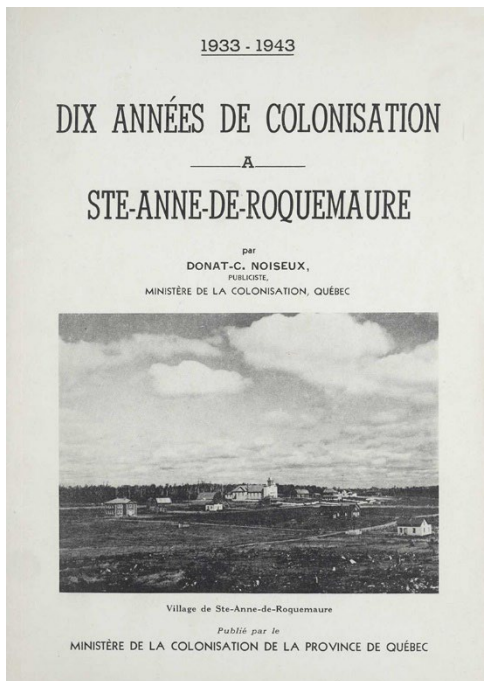
L'opération va se déployer dans une ambiguïté idéologique certaine. Les éléments conservateurs ne rateront pas l'occasion d'y déployer la rhétorique de la mission agricole



du Canada français. Leurs discours occuperont le devant de la scène, d'autant plus aisément que ce sont des missionnaires colonisateurs nommés par les évêques qui occupent le terrain des opérations. Les éléments les plus progressistes du clergé et des nationalistes vont tenter de tirer le meilleur parti des mesures et de l'approche proposées pour jeter les bases de la stratégie de reconstruction. Ils sont minoritaires mais ils ont un corps de propositions plus étoffé que le seul discours nostalgique. Le slogan *Un Royaume vous attend* signifie pour ceux-là le possible à saisir, la liberté, l'occasion de se donner enfin les moyens d'une prospérité. Leur ambition : offrir une voie de sortie de la prolétarisation, construire un modèle de développement national. La colonisation leur apparaît comme le temps premier pour la démarche de reconquête qui passera, dans leur esprit, par la reprise en main du contrôle des ressources naturelles, la mobilisation de l'épargne populaire et la création de petites et moyennes entreprises prenant appui sur le marché local. C'est le cœur du discours de Hauris Lalancette, son horizon intellectuel et de pratique.

Hauris ne prône pas le retour à l'ancien temps, il propose de faire des paroisses rurales des milieux prospères bâtis par des agriculteurs dotés des moyens de leurs ambitions. Il est d'abord mobilisé par son projet personnel, mais il prend le discours au sérieux, il y croit. Il adhère au projet colonisateur et, à l'évidence, ses attentes sont plus grandes que ce qu'en laissent voir les premiers résultats. Le Plan Vautrin permettra la création en Abitibi de 19 nouvelles paroisses et la consolidation de 5 colonies déjà ouvertes. Deux modalités d'établissement sont mises en opération : la colonisation groupée et l'établissement individuel. C'est la colonisation groupée qui rassemble le gros du contingent. Environ 4 000 colons y participeront avec leur familles, formant au total un contingent d'un peu plus de 12 000 personnes dans les territoires du nord. Rochebeaucourt fait le plein de postulants et bientôt, la plupart des lots disponibles sont occupés. La paroisse est formée, les rangs sont en expansion, c'est l'univers de Hauris, celui qui restera toujours sa référence.

Le déploiement du Plan se fait sur deux années et Duplessis, qui prend le pouvoir, ne fait rien pour bonifier le Plan, au contraire, il ne le reconduit pas. Sa rhétorique n'en restera pas moins centrée sur la manipulation habile des thématiques de la vie rurale. Dès le départ, les colonies sont aspirées dans une spirale infernale. Les colons doivent se faire



Dix années de colonisation à Ste-Anne-de-Roquemaure, Donat-C. Noiseux, Ministère de la colonisation, 1943. Source : BAnQ.

défricheurs, ce sera long avant qu'ils puissent devenir agriculteurs. Le piège se referme sur eux dès les premiers temps. Ce sont des pauvres, ils n'ont que leur force de travail. Il leur manque les capitaux pour faire progresser leur établissement à bonne vitesse et avec les bons moyens. Ils ne peuvent pas pratiquer une agriculture vivrière sur les lots de défrichement et, en outre, l'agriculture québécoise est partout ailleurs en train de prendre le virage marchand. Ce virage exige des investissements, des capitaux qu'ils n'ont pas. Ils sont donc pris dans une double impossibilité.

En outre, les aides financières du programme de départ étaient nettement insuffisantes, le gouvernement provincial ne les augmente pas et aggrave les difficultés en ne faisant pas les

infrastructures de services de base qui rendraient possible la modernisation. Il maintient les sociétés de colonisation dans un sous-financement qui rend déficients l'encadrement et l'assistance à la vie communautaire. À peine lancée, la colonisation apparaît comme « une décolonisation manquée » pour le dire comme Christian Morrissonneau.

Les colons seront donc enfermés dans une logique infernale. Pour obtenir les capitaux qui leur font défaut, ils devront aller travailler à l'extérieur. Les mines et l'exploitation forestière leur fourniront ces recours. Mas à très fort prix : soit celui du double emploi pour ceux qui se cramponnent, soit la perte des efforts et du maigre patrimoine constitué s'ils renoncent. Ceux qui persévèrent ne peuvent le faire qu'au prix d'une vie de labeur qui les tient à la limite constante du surmenage et qui n'est possible que si l'épouse peut accepter de faire elle aussi double emploi, ce qui dans leur cas est plutôt le triple emploi. On comprend toute l'admiration que voue Hauris à son « épouse personnelle », sa « petite femme de cent livres », comme il la désigne amoureusement dans *Un Royaume vous attend*. Il aura fait trente-six métiers pour obtenir le revenu d'appoint qui permettra au



ménage de se maintenir à flot, tout en fournissant des efforts immenses pour consacrer à la ferme tous les surplus qu'il pourra dégager. Le ménage mène une vie très frugale, dominée par un travail acharné et motivée par le rêve tenace de construire une ferme où l'agriculture pourrait devenir le métier noble qu'ils conçoivent.

Aussi difficile et exigeant fût-il, c'est le destin que se donnent Hauris et Monique. Sans garantie de succès, évidemment. Il leur a fallu un courage et une force qui étaient loin d'être le fait et à la portée de tout le monde. Ce n'est pas la moindre des qualités de grandeur d'âme de Hauris, qui se refuse à dénigrer ou condamner ceux qui abandonnent et renoncent. Non seulement aura-t-il été indulgent, mais encore se sera-t-il fait un devoir de tenter de comprendre avec eux le nœud des contraintes qui les acculaient à un tel renoncement. C'est ce qui l'amènera en politique.

Avec le Crédit social d'abord. Comme tant d'autres de ces colons qui trouvaient dans ce parti un véhicule pour canaliser leurs protestations et leurs frustrations. Ils sont pauvres, marginalisés et ne trouvent pas dans les discours des vieux partis les réponses qu'ils cherchent. Il s'éloignera de cette option politique à l'occasion du débat sur la nationalisation de l'électricité. Après avoir combattu le « communisme » Lévesque, Hauris raconte, dans un morceau d'anthologie qu'a immortalisé Perrault, comment les effets de la nationalisation (contrôle national, amélioration des infrastructures, meilleure desserte, etc.) l'ont amené à voir les choses autrement. Il le fait à sa manière, en raisonnant au plus près des conditions de vie concrètes que cela a améliorées. Il a l'honnêteté et l'humilité de reconnaître publiquement s'être trompé.

Il passe alors de la posture de protestation à celle de la construction nationale. Il voit et entreprend de faire voir que le Royaume ne fait qu'un, que le projet d'émancipation personnel et celui de son peuple convergent. Il reconnaît les vertus et les possibilités de l'État. Sa lucidité l'amènera cependant assez vite à réaliser ses limites, celles qu'il attribue davantage aux politiciens qu'à l'institution mais qu'il ne cessera de questionner.

Les films de Perrault nous donnent à suivre un Lalancette qui, au fil des discours et des événements, fera une analyse implacable du développement dépendant. Dans un langage fleuri assez loin des thèses d'économie politique, il défait, morceau par morceau, le



modèle extractiviste dans lequel l'Abitibi et le Québec sont enfermés. Les mines et la forêt comme voie de prolétarisation sont analysées par un colon qui fait la démonstration que le salariat, même s'il apporte un relèvement du niveau de vie, ne sert pas bien la construction du Royaume. Hauris est un colon qui aspire à se faire petit producteur autonome. Il a certes tendance à proposer ses aspirations pour tous les secteurs, mais il reste néanmoins en phase avec les transformations du milieu agricole. L'agriculture québécoise, comme lui, cherche à négocier son insertion dans l'économie marchande en maintenant un modèle qui préserve l'autonomie du producteur : celui du propriétaire exploitant. L'UCC déploie des efforts considérables de formation et de mobilisation, tout en bénéficiant d'un apport considérable de nouveaux membres dans les colonies, apport qui contribue à sa plus grande institutionnalisation comme organisation syndicale.



Hauris Lalancette en compagnie du cinéaste Pierre Perreault (à gauche). Source : ONF.

En Abitibi, l'insertion marchande est particulièrement difficile. La barre est trop haute pour des colons désargentés, ils ne peuvent même pas s'endetter tant les actifs qu'ils peuvent mettre en gage sont petits. Les lots sont à redessiner, les superficies ne sont pas adéquates, les compétences et la formation des colons sont à parfaire. Tous ces motifs seront invoqués par les aménagistes qui ne trouveront rien de mieux à proposer que la



fermeture des villages. Hauris débusque vite le raisonnement circulaire : les paroisses sont pauvres parce qu'elles ne peuvent s'inscrire dans le marché, les aménagistes et le gouvernement veulent les fermer parce qu'elles ont été dévastées par cette incapacité même.

Le débat avec les agronomes de la firme Côté-Duvieusart est un dialogue littéralement surréaliste. S'y exprime toute l'impasse que tente de justifier un gouvernement qui n'a pas mené au bout son soutien pour faire des colonies de véritables paroisses agricoles et qui reproche désormais aux colons de ne pas vouloir faire ce qu'il faut pour s'adapter à des règles de marché alors que ce même marché les a déjà sanctionnés. C'est un constat que des centaines de colons vont faire, village par village. Ils vont se mobiliser et former le « mouvement des paroisses marginales ». Devenus colons dans la pauvreté et marginalisés par leur incapacité même à s'inscrire dans l'agriculture de subsistance, ces mêmes colons au bout de leurs efforts se trouvent à nouveau marginalisés et privés des moyens de s'inscrire dans un ordre économique que la croissance des trente glorieuses impose.

Pendant plus de deux ans, des dizaines de comités vont entreprendre de trouver des solutions pour redresser leur situation. Des projets de toutes natures vont être élaborés pour imaginer une agriculture adaptée à leur condition, pour éviter que ne soit condamnés à s'exiler les colons qui ne souhaitent plus poursuivre dans l'agriculture mais qui restent attachés à la communauté. C'est un mouvement populaire bouillonnant qui s'enclenche : les protestataires sont passés de la dénonciation à la revendication. Hauris s'engage à fond dans le comité de son village, participe aux instances de coordination. Les manifestations se multiplient, des blocages de route, des affrontements avec la police, des rencontres enfiévrées dans les villages. Les colons et la jeunesse de ces villages ne font qu'un pour tenter de débloquent l'avenir.

Toutes ces propositions seront documentées, chiffrées, présentées devant les ministères. En vain, l'État n'avait pas l'intention de maintenir l'occupation du territoire en remettant en question ses modes d'intervention et surtout le primat des considérations de marché sur tout autre argument. Malgré son intense activité intellectuelle et politique, le mouvement des paroisses marginales reste lui-même prisonnier de la marginalité. Les paroisses portent le stigmate de la colonisation. Les élites régionales et les classes moyennes



montantes restent, au mieux, indifférentes, au pire, condescendantes devant leurs revendications et aspirations. L'Abitibi qui s'urbanise et qui vit dans l'orbite des grandes entreprises se projette de moins en moins dans ce que le soutien aux paroisses impliquerait. La Chambre de commerce de Val D'Or, par exemple, renonce à soutenir les revendications des paroisses pour la réorganisation des activités forestières et prend fait et cause pour la création de la ville fermée de Lebel-sur-Quévillon, convaincue que le projet de Domtar est plus sérieux que les ambitions des populations locales.

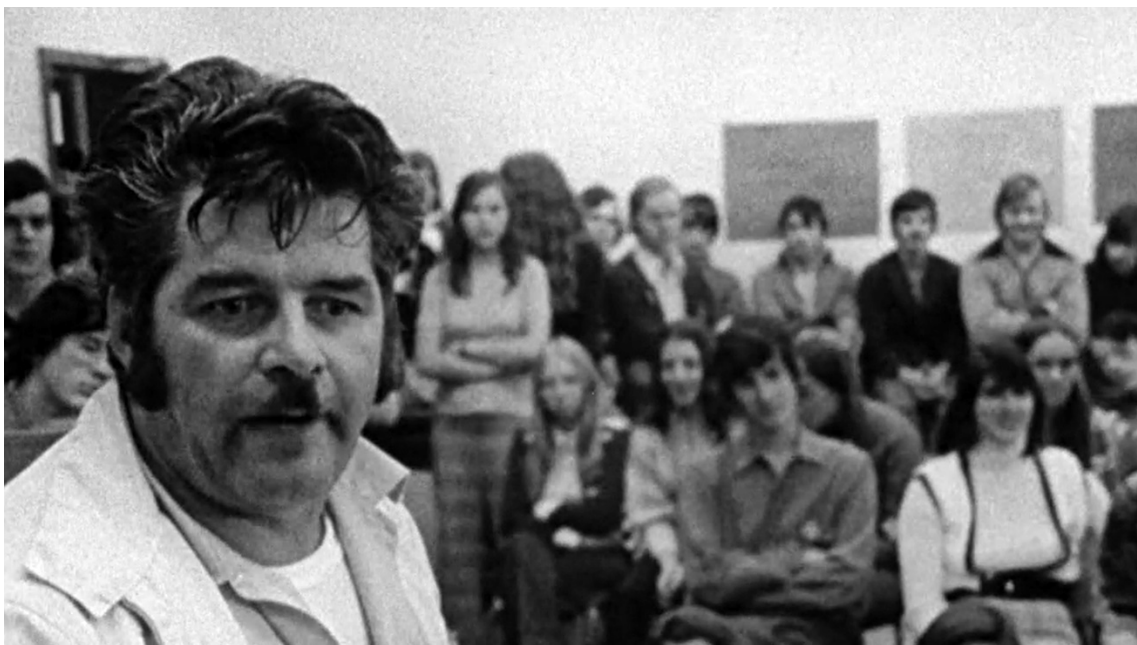
Il faut dire qu'une partie des réticences tient au fait que les propositions des paroisses marginales privilégient la voie coopérative et la solidarité. Les colons y voient une façon de contourner la faiblesse de leurs moyens et la formule à privilégier pour favoriser l'autonomie du milieu, son contrôle sur les facteurs de son développement. Hauris sera très engagé dans le mouvement. La solidarité lui apparaît indispensable, essentielle pour construire le Royaume et s'assurer que la richesse reste dans le milieu, qu'elle soit partagée équitablement au lieu de fuir vers les capitales lointaines.

Le mouvement des paroisses marginales consacre beaucoup d'énergie à réfléchir aux moyens de compenser la faiblesse des moyens. Devant le constat que l'économie abitibienne génère d'immenses fortunes avec l'exploitation des forêts, il apparaîtra impératif que le gouvernement rende accessible à l'exploitation communautaire la forêt publique, propriété de tous. Au cœur de la stratégie : reprendre le contrôle de la rente forestière en se faisant octroyer des portions du domaine forestier au lieu d'en céder le monopole aux grandes entreprises étrangères. Les colons veulent se faire bénéficiaires de cette rente au lieu d'être condamnés à rester des ouvriers forestiers. La richesse dirigée vers les paroisses permettrait de fournir de l'emploi, d'améliorer les revenus et de mieux financer les infrastructures locales.

C'est une revendication très ancienne, mais qui prend les allures d'une condition de vie ou de mort sur le devenir des colonies, peuplées d'habitants sans capitaux et à qui le salariat ne donnera jamais les moyens d'accumuler ce qu'il faut pour se donner de véritables moyens de production. Les paroisses agonisent à l'orée des forêts qui les entourent, leur participation à l'économie forestière reste celle de subalternes, salariés ou sous-traitants captifs. Le gouvernement refuse catégoriquement de remettre en cause l'emprise des



grandes compagnies forestières sur le domaine public : pas de réserves paroissiales, pas de forêts communautaires, pas de domaine forestier cantonal, etc., toutes les formules sont rejetées. La forêt est une ressource publique, mais elle ne sera pas une ressource collective. Il faudra attendre le milieu des années 80, au terme d'une quinzaine d'années de tergiversations, pour que le Québec mette un point final au régime des concessions forestières. Quand cela arrivera, une classe de petits entrepreneurs régionaux connaîtra une croissance fulgurante. Mais elle n'aura duré que le temps d'un éclair, justement. Il n'en reste à peu près plus rien aujourd'hui en Abitibi et peu de choses ailleurs.



Hauris Lalancette prenant la parole lors d'une assemblée publique. Extrait du film *Gens d'Abitibi* (1980). Source : ONF.

Hauris sera de toutes les réunions, de toutes les assemblées paroissiales, reprenant sans cesse son analyse, la partageant avec succès auprès des comités paroissiaux. Comme eux tous, il sait que la bataille des mines est perdue. Il se scandalise de voir des milliards sortir du ventre de la terre sans que cela ne serve à construire le développement. Certes, cela solvabilise la demande pour les produits de consommation, cela contribue à une certaine amélioration du niveau de vie, mais, à ses yeux, cela ne fait qu'enfoncer l'Abitibi dans la dépendance et enchaîner les colons à leur boîte à lunch. Mais quand on constate que l'écart



de revenus entre les travailleurs des mines et ceux des colons et agriculteurs est de 300 %, on mesure toute la raideur de la pente à remonter pour renverser l'attraction de la boîte à lunch.

Avec le mouvement des paroisses marginales, il s'échine à chercher des passerelles pour faire de la colonisation avortée autre chose qu'un champ de ruines. Partout, il cherche parmi les débris les matériaux pour se frayer un chemin vers le national, vers la construction d'un modèle de développement au service de ce grand projet que s'est voulue la colonisation de reconquête. Le discours des retombées économiques l'exaspère, l'enrage. Il veut du contrôle, il veut la meilleure part du gâteau, il veut même en inventer la recette. Sa critique du projet de la Baie James lui sert à faire voir les failles dans le modèle de développement duquel il participe. Ce ne sera pas l'Abitibi qui nourrira les travailleurs de la Baie James : les régionaux ne contrôlent pas les chaînes d'approvisionnement, les infrastructures requises manquent, pas d'abattoirs, pas de chaîne de froid, etc.

Le projet ne fait qu'illustrer tout ce qu'aura coûté le rendez-vous manqué. Tout ce que le gouvernement et le PDG de la Société de développement de la Baie James invoquent dans le film de Perrault pour souligner « l'irréalisme » des attentes, ce sont les preuves de ce qu'il aurait fallu faire. Cela est vrai pour l'agriculture, mais ce l'est aussi pour les petits entrepreneurs qui ne seront pas admissibles aux grands appels d'offres. Tout ce monde aura le tort d'être trop petit, de souffrir de lacunes et de retards de développement parce qu'ils auront mis trop de temps à sortir de l'indigence. La logique des aménagistes et des planificateurs du développement ne fait que reproduire et prolonger celle du marché. Hauris refuse de penser que cela n'est pas corrigible. Il se scandalise de constater qu'il n'y a même aucun effort fait pour tenter d'utiliser ce grand projet pour corriger les lacunes, pour se remettre sur les voies de construction du Royaume.

Le mouvement des paroisses marginales va s'essouffler. Il n'aura pratiquement rien gagné. Ou plutôt, il aura remporté une victoire à la Pyrrhus. Le gouvernement renoncera à fermer des villages, évitant de commettre l'erreur faite au Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie. Quelques petits projets ponctuels serviront à temporiser, mais les paroisses continueront de s'étioler, perdant chaque année du tonus, s'affaiblissant au point de ne plus même avoir



les moyens de se relancer. Les aménagistes des officines gouvernementales inventeront l'expression de « communautés dévitalisées » pour désigner les vestiges de l'échec.

Au fur et à mesure que le gouvernement provincial a choisi de composer activement avec le modèle extractiviste (il inventera l'expression de région ressource) tout en déployant les institutions et services de l'État Providence, les écarts se creuseront pour justifier la tautologie. La concentration des services publics servira à fragiliser encore davantage les villages en fermant ou regroupant les écoles, en fermant les dispensaires, en réduisant les budgets de voirie, etc. Le Conseil des Affaires sociales et de la Famille dressera en 1989 un bilan inquiétant du déploiement des institutions, constatant que les choix gouvernementaux ont produit *Deux Québec dans un*.

Le discours et les recommandations des économistes qui avaient l'oreille des gouvernements dans les années 1970, recommandant la création de pôles de croissance pour regrouper la main-d'œuvre et construire une demande solvable, a réussi. La démographie de la région est fortement clivée. Les jeunes ont quitté, ceux qui se cramponnent le font au prix d'efforts de plus en plus coûteux. Hauris a vu son milieu littéralement s'étioler : il y avait quarante familles dans le rang où il a fini seul, avec une ferme dont il est fier mais dans un milieu qui est de moins en moins un village.

Il a persévéré. Il a persisté et signé. Il referait ce qu'il a fait, martèle-t-il dans les entrevues qu'il accorde dans ses vieux jours. Il a gardé le cap au prix d'efforts surhumains et grâce à une union inébranlable avec sa « petite femme de cent livres ». Au soir de sa vie, sa vision des choses reste aussi aiguisée. Il trouve dans la ruine qu'est devenue sa colonie la justification de son idée de Royaume car il a toujours su que c'est ce qui se produirait en l'absence d'un engagement persévérant de la part des colons, certes, mais aussi et surtout de la part du gouvernement. Il a toujours su que la raison marchande a horreur du vide. Il a fini ses jours en s'inquiétant de voir la convoitise des spéculateurs fonciers se jeter sur les ruines des espoirs déçus.

Le modèle du petit producteur exploitant n'ayant pas été suffisamment soutenu, c'est maintenant l'agriculture de capital qui se pointe. L'agriculture abitibienne souffre malgré quelques beaux succès. Près de 40 % du domaine agricole est en friche, des financiers



reloquent les terres abandonnées et s'affairent à rappeler des unités qui se prêteront bien à la grande culture commerciale pour l'exportation, qu'ils auront les moyens financiers d'implanter. Ils y viendront avec des travailleurs étrangers temporaires et pourront désormais tirer du sol défriché si péniblement une rente qui engraissera des actionnaires lointains.

Le comble de l'ironie, c'est le climat qui est en train de le rendre particulièrement cruel. Les changements climatiques auront ceci de paradoxal qu'ils vont bénéficier au terroir abitibien, le réchauffement améliorant les gradients de température et ouvrant le territoire à des cultures jusqu'ici difficiles, voire impossibles. L'immense potentiel que n'a cessé d'y voir un Hauris Lalancette entêté jusqu'à l'obsession va fort probablement grandir encore. Les générations de colons qui peuplent les cimetières abandonnés des paroisses n'auront construit que l'absence. Il n'y aura plus personne pour saisir les possibles qui se révéleront dans un territoire inhabité. Les puissances d'argent continueront-elles d'imposer leur logique mortifère? Ceux et celles qui redécouvrent les vertus des solutions locales auront d'immenses efforts à faire pour s'en affranchir. Et nous aurons tous intérêt à revenir sur cette dernière grande vague de colonisation.



Hauris Lalancette âgé de 84 ans, à l'automne 2016. Photo : Radio-Canada / Félix B. Desfossés.



Hauris Lalancette mérite une place dans la mémoire collective. Il a incarné une volonté de dépassement et une lucidité qui en font une figure exemplaire de la créativité et de la dignité des classes populaires. Plus personne ne devrait brandir le mot colon comme une insulte. Hauris aura incarné une noblesse dont nous devrions nous inspirer.

Dany Lalancette a coutume de dire que son père était un prophète. Le moins que l'on puisse dire est que les événements lui ont donné raison.

Robert Laplante

Janvier 2023